

Rapport financier 2016 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Lachute

Code géographique : 76020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Geneviève Lachance, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Lachute pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016
(Nom de l'organisme)

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

au budget de Lachute pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,
(Nom de l'organisme)

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2016-12-12
(Date)

Signature

Geneviève Lachance

Date

2017-07-03

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du conseil de la
Ville de Lachute

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Lachute, qui comprend l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016, les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation des états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Ville de Lachute a comptabilisé au 31 décembre 2016, à l'état consolidé de la situation financière, des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des paiements de transfert relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres dépenses financées ou devant être financées par emprunts pour lesquels les travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité. Les incidences de la comptabilisation actuelle sur les états financiers consolidés aux 31 décembre 2016 et 2015 sont les suivantes :

Surévaluation / (Sous-évaluation)	2016	2015
	\$	\$
État consolidé de la situation financière		
Débiteurs – Gouvernement du Québec et ses entreprises	5 845 912	7 858 863
Dette nette et excédent accumulé	(5 845 912)	(7 858 863)
État consolidé des résultats		
Revenus – Transferts	(2 012 951)	(1 621 621)
Excédent de l'exercice ¹	(2 012 951)	(1 621 621)
Excédent accumulé au début de l'exercice	7 858 863	9 480 484
Excédent accumulé à la fin de l'exercice ¹	5 845 912	7 858 863

¹ Excédent selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public, sans incidence sur l'excédent de fonctionnement aux fins fiscales

Par ailleurs, la Ville de Lachute n'a pas respecté les dispositions de l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux* (RLRQ, chapitre S-37.01), entré en vigueur le 14 juin 2013, énonçant que seule la partie de la subvention qui est exigible dans l'exercice de la Ville de Lachute et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement doit être comptabilisée.

Ces éléments nous ont conduits à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice courant.

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve », les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Lachute au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Lachute inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S11, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons également l'attention sur le fait que les données prévisionnelles pour l'exercice 2017 présentées à la section III sont non auditées.

Deloitte S.E.N.C.R.L. / s.r.l.¹

Le 3 juillet 2017

⁽¹⁾ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A116671

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
1 Taxes	14 245 952	14 855 900	14 887 706				14 887 706
2 Compensations tenant lieu de taxes	997 848	1 080 900	1 021 862				1 021 862
3 Quotes-parts						959 850	
4 Transferts	557 040	500 100	424 832			74 753	499 585
5 Services rendus	1 690 040	1 556 200	1 710 839				1 043 997
6 Imposition de droits	655 746	532 600	634 324				634 324
7 Amendes et pénalités	378 458	319 400	381 976				381 976
8 Revenus de placements de portefeuille							
9 Autres revenus d'intérêts	227 021	197 500	259 674			36	259 710
10 Autres revenus	321 981	281 500	391 954				391 954
11 Effet net des opérations de restructuration							
12	19 074 086	19 324 100	19 713 167			1 034 639	19 121 114
Investissement							
13 Taxes							
14 Quotes-parts							
15 Transferts	465 574	5 430 500	1 044 226			2 584	1 046 810
16 Autres revenus							
Contributions des promoteurs	174 078	1 830 000	(4 245)				(4 245)
17 Autres	33 280	590 800	54 465				54 465
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	2 894		(233 948)				(233 948)
18							
19	675 826	7 851 300	860 498			2 584	863 082
20	19 749 912	27 175 400	20 573 665			1 037 223	19 984 196
Charges							
21 Administration générale	2 843 031	2 862 900	3 263 296		119 780	39 589	3 387 664
22 Sécurité publique	2 978 033	2 976 600	3 110 205		177 296		3 287 501
23 Transport	3 084 658	3 167 600	3 198 469		1 740 093		4 938 562
24 Hygiène du milieu	4 370 567	4 377 500	3 781 197		1 559 983	1 091 655	4 851 144
25 Santé et bien-être	103 611	70 000	98 261				98 261
26 Aménagement, urbanisme et développement	927 202	775 400	700 612		3 719		704 331
27 Loisirs et culture	2 706 632	3 614 800	2 695 247		338 958	606	3 024 811
28 Réseau d'électricité							
29 Frais de financement	945 704	1 049 800	823 247			104 890	928 137
30 Effet net des opérations de restructuration							
31 Amortissement des immobilisations	3 793 553	3 769 600	3 939 829		3 939 829		
32	21 752 991	22 664 200	21 610 363			1 236 740	21 220 411
33	(2 003 079)	4 511 200	(1 036 698)			(199 517)	(1 236 215)
Excédent (déficit) de l'exercice							
1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.							

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(2 003 079)	4 511 200	(1 036 698)	(199 517)	(1 236 215)
Moins: revenus d'investissement	2	(675 826)	(7 851 300)	(860 498)	(2 584)	(863 082)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(2 678 905)	(3 340 100)	(1 897 196)	(202 101)	(2 099 297)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Amortissement	4	3 793 553	3 769 600	3 939 829	427 253	4 367 082
Produit de cession	5	10 688		515 874		515 874
(Gain) perte sur cession	6	70 023		(60 936)		(60 936)
Réduction de valeur / Reclassement	7			238 046		238 046
	8	3 874 264	3 769 600	4 632 813	427 253	5 060 066
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	145 078		1 417		1 417
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	145 078		1 417		1 417
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats						
Remboursement ou produit de cession	12	985 400	788 400	810 692		810 692
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14	40 535		47 373		47 373
	15	1 025 935	788 400	858 065		858 065
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	10 324	696 000	22		22
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 645 676)	(2 415 000)	(2 415 200)	(217 916)	(2 633 116)
	18	(2 635 352)	(1 719 000)	(2 415 178)	(217 916)	(2 633 094)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(122 621)	(25 000)	(499 915)	(2 852)	(502 767)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	283 635		229 916		229 916
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 405 301	845 300	855 667		855 667
Réserves financières et fonds réservés	22	(329 880)	(317 100)	(315 900)		(315 900)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	446 483	(2 100)	58 743	(923)	57 820
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	1 682 918	501 100	328 511	(3 775)	324 736
	26	4 092 843	3 340 100	3 405 628	205 562	3 611 190
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 413 938		1 508 432	3 461	1 511 893

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016		Total consolidé ¹
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	675 826	7 851 300		860 498	2 584	863 082
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
Ajouter (déduire)							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(51 148)	(187 500)	(63 321)	()	()	63 321)
Sécurité publique	3	(187 825)	(518 000)	(41 653)	()	()	41 653)
Transport	4	(1 507 989)	(4 507 800)	(2 156 392)	()	()	2 156 392)
Hygiène du milieu	5	(571 010)	(4 796 900)	(1 502 924)	()	(95 834)	1 598 758)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	(28 000)	(24 377)	()	()	24 377)
Loisirs et culture	8	(121 648)	(4 843 300)	(455 458)	(3 193)	()	458 651)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	()
Propriétés destinées à la revente	10	(2 439 620)	(14 881 500)	(4 244 125)	(99 027)	()	4 343 152)
Acquisition	11	()	(376 300)	(875)	()	()	875)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats							
Émission ou acquisition	12	(67 055)	()	(185 602)	()	()	(185 602))
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 492 900		461 200			461 200
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	122 621	25 000	499 915	2 852		502 767
Excédent accumulé	15						
Excédent de fonctionnement non affecté	16	72 676		50 743			50 743
Excédent de fonctionnement affecté	17	166 566		261 826			261 826
Réserves financières et fonds réservés	18	361 863	25 000	812 484	2 852		815 336
	19	(651 912)	(15 232 800)	(2 785 714)	(96 175)		(2 881 889)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales							
	20	23 914	(7 381 500)	(1 925 216)	(93 591)		(2 018 807)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Redressé note 20	Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(2 003 079)	4 511 200	(1 036 698)	(199 517)	(1 236 215)	
Variation des immobilisations							
Acquisition	2	(2 439 620)	(14 881 500)	(4 244 125)	(99 027)	(4 343 152)	
Produit de cession	3	10 688		515 874		515 874	
Amortissement	4	3 793 553	3 769 600	3 939 829	427 253	4 367 082	
(Gain) perte sur cession	5	70 023		(60 936)		(60 936)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			238 046		238 046	
	7	1 434 644	(11 111 900)	388 688	328 226	716 914	
Variation des propriétés destinées à la revente							
Variation des stocks de fournitures	8	145 077		542		542	
Variation des autres actifs non financiers	9	(55 381)		9 876		9 876	
	10	(115 590)		(111 086)	(27)	(111 113)	
	11	(25 894)		(100 668)	(27)	(100 695)	
	12	(594 329)	(6 600 700)	(748 678)	128 682	(619 996)	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13						
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(594 329)	(6 600 700)	(748 678)	128 682	(619 996)	
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice							
Solde déjà établi	15	(18 363 334)		(18 983 059)	(1 400 340)	(20 383 399)	
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16	(25 396)					
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17						
Solde redressé	18	(18 388 730)		(18 983 059)	(1 400 340)	(20 383 399)	
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice							
	19	(18 983 059)		(19 731 737)	(1 271 658)	(21 003 395)	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2015		2016	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
	Redressé note 20			
ACTIFS FINANCIERS				
Encaisse	1	4 047 656	3 493 637	3 519 119
Débiteurs (note 5)	2	8 571 694	9 534 092	12 466 006
Prêts (note 6)	3	120 817	120 817	120 817
Placements de portefeuille (note 7)	4	247 047	228 203	228 203
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5	5 461 206	4 436 384	4 436 384
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6			
Autres actifs financiers (note 9)	7			
	8	18 448 420	17 813 133	20 770 529
PASSIFS				
Découvert bancaire	9			
Emprunts temporaires (note 10)	10	812 600	3 655 100	3 680 860
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	4 074 726	3 683 085	3 721 794
Revenus reportés (note 12)	12	241 908	556 007	570 972
Dette à long terme (note 13)	13	32 302 245	29 650 678	33 800 298
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			
	15	37 431 479	37 544 870	41 773 924
	16	(18 983 059)	(19 731 737)	(21 003 395)
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)				
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations (note 15)	17	72 048 216	71 659 529	81 217 182
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	417 787	417 245	417 245
Stocks de fournitures	19	331 915	322 039	322 039
Autres actifs non financiers (note 17)	20	225 266	336 368	337 259
	21	73 023 184	72 735 181	82 293 725
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	1 313 770	1 460 440	1 484 495
Excédent de fonctionnement affecté	23	1 402 794	1 628 230	1 628 230
Réserves financières et fonds réservés	24	971 711	1 029 109	1 029 109
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(2 056 482)	(1 963 247)	(1 966 223)
Financement des investissements en cours	26	(268 725)	(2 197 265)	(2 273 251)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	52 677 057	53 046 177	61 387 970
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28			
	29	54 040 125	53 003 444	61 290 330

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalisations 2015	Réalisations 2016	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés
				Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement				
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(2 003 079)	(1 036 698)	(199 517)
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	2	3 793 553	3 939 829	427 253
Autres				
- Gain (perte) sur cession d'imm	3	70 023	(60 936)	
- Provision pour moins-value	4	40 535	285 419	
	5	1 901 032	3 127 614	227 736
Variation nette des éléments hors caisse				
Débiteurs	6	630 719	(962 398)	876 965
Autres actifs financiers	7			
Créditeurs et charges à payer	8	533 735	(391 641)	(36 651)
Revenus reportés	9	65 044	314 099	(6 413)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10			
Propriétés destinées à la revente	11	145 077	542	
Stocks de fournitures	12	(55 381)	9 876	
Autres actifs non financiers	13	(115 590)	(111 086)	(27)
	14	3 104 636	1 987 006	1 061 610
Activités d'investissement en immobilisations				
Acquisition	15 (	2 439 620) (	4 244 125) (	99 027) (
Produit de cession	16	10 688	515 874	
	17	(2 428 932)	(3 728 251)	(99 027)
Activités de placement				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats				
Émission ou acquisition	18 (	67 055) (	(185 602)) (	) (
Remboursement ou cession	19	985 400	810 692	
Autres placements de portefeuille				
Acquisition	20 (	) (	) (	) (
Cession	21	3 027 950		
	22	3 946 295	996 294	
Activités de financement (note 23)				
Émission de dettes à long terme	23	1 514 100	461 200	
Remboursement de la dette à long terme	24 (	3 382 976) (	3 155 100) (	1 076 308) (
Variation nette des emprunts temporaires	25	15 500	2 842 500	25 760
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(11 759)	42 333	9 509
Autres	27			
-	28			
	29	(1 865 135)	190 933	(1 041 039)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie				
	30	2 756 864	(554 018)	(78 456)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	31	1 290 792	4 047 656	103 937
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32			
Solde redressé	33	1 290 792	4 047 656	103 937
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)				
	34	4 047 656	3 493 638	25 481

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalisations 2015 Administration municipale	Budget 2016 Administration municipale	Administration municipale	Réalisations 2016 Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1	5 716 422	6 104 800	5 877 261	13 056	5 890 317
Charges sociales	2	1 195 244	1 307 500	1 182 007	2 218	1 184 225
Biens et services	3	7 378 589	6 807 200	6 878 314	689 323	6 900 795
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	803 658	893 900	716 233	30 886	747 119
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	142 046	154 900	106 837	73 918	180 755
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8		1 000	177	86	263
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	2 365 592	2 532 800	2 481 901		1 522 051
Transferts	10					
Autres	11	73 792	102 600	85 001		85 001
Autres organismes						
Transferts	12					
Autres	13	212 313	949 900	231 738		231 738
Amortissement des immobilisations	14	3 793 553	3 769 600	3 939 829	427 253	4 367 082
Autres						
- Mauvaises créances	15	62 085	40 000	67 783		67 783
- Réclamations, dommages intérêt	16	(4 360)		43 282		43 282
-	17	14 057				
	18	21 752 991	22 664 200	21 610 363	1 236 740	21 220 411

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015
				Redressé note 20
Revenus				
Taxes	1	14 855 900	14 887 706	14 245 952
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 080 900	1 021 862	997 848
Quotes-parts	3			
Transferts	4	6 006 221	1 546 395	1 132 580
Services rendus	5	847 467	1 043 997	1 012 315
Imposition de droits	6	532 600	634 324	655 746
Amendes et pénalités	7	319 400	381 976	378 458
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	197 500	259 710	227 055
Autres revenus	10	2 702 300	442 174	529 339
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11		(233 948)	2 894
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	26 542 288	19 984 196	19 182 187
Charges				
Administration générale	14	2 986 094	3 387 664	2 964 296
Sécurité publique	15	3 140 600	3 287 501	3 150 338
Transport	16	4 811 800	4 938 562	4 729 507
Hygiène du milieu	17	5 388 887	4 851 144	5 767 120
Santé et bien-être	18	70 000	98 261	103 611
Aménagement, urbanisme et développement	19	779 500	704 331	931 341
Loisirs et culture	20	3 939 900	3 024 811	3 023 430
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 180 485	928 137	1 092 881
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	22 297 266	21 220 411	21 762 524
Excédent (déficit) de l'exercice	25	4 245 022	(1 236 215)	(2 580 337)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		62 526 545	65 132 983
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27			(25 396)
Solde redressé	28		62 526 545	65 107 587
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice				
	29		61 290 330	62 527 250

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015 Redressé note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 245 022	(1 236 215)	(2 580 337)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	19 240 400) (	4 343 152) (	2 514 462)
Produit de cession	3		515 874	10 688
Amortissement	4	4 298 947	4 367 082	4 490 435
(Gain) perte sur cession	5		(60 936)	70 023
Réduction de valeur / Reclassement	6		238 046	
	7	(14 941 453)	716 914	2 056 684
Variation des propriétés destinées à la revente	8		542	145 077
Variation des stocks de fournitures	9		9 876	(55 381)
Variation des autres actifs non financiers	10		(111 113)	(115 615)
	11		(100 695)	(25 919)
	12	(10 696 431)	(619 996)	(549 572)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(10 696 431)	(619 996)	(549 572)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(20 383 399)	(19 808 431)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			(25 396)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(20 383 399)	(19 833 827)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(21 003 395)	(20 383 399)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	3 519 119	4 151 593
Débiteurs (note 5)	2	12 466 006	12 398 021
Prêts (note 6)	3	120 817	120 817
Placements de portefeuille (note 7)	4	228 203	247 047
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5	4 436 384	5 461 206
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	20 770 529	22 378 684
PASSIFS			
Découvert bancaire	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	3 680 860	812 600
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	3 721 794	4 167 534
Revenus reportés (note 12)	12	570 972	263 286
Dette à long terme (note 13)	13	33 800 298	37 518 663
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	41 773 924	42 762 083
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(21 003 395)	(20 383 399)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	81 217 182	81 934 817
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	417 245	417 787
Stocks de fournitures	19	322 039	331 915
Autres actifs non financiers (note 17)	20	337 259	226 130
	21	82 293 725	82 910 649
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	61 290 330	62 527 250

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 236 215)	(2 580 337)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	4 367 082	4 490 435
Autres			
- Perte (gain) sur cession	3	(60 936)	70 023
- Provision pour moins-value	4	285 419	40 535
	5	3 355 350	2 020 656
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(67 985)	1 559 365
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(445 740)	540 335
Revenus reportés	9	307 686	53 456
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	542	145 077
Stocks de fournitures	12	9 876	(55 381)
Autres actifs non financiers	13	(111 113)	(115 615)
	14	3 048 616	4 147 893
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(4 343 152)	(2 514 462)
Produit de cession	16	515 874	10 688
	17	(3 827 278)	(2 503 774)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	(185 602)	(67 055)
Remboursement ou cession	19	810 692	985 400
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		3 027 950
	22	996 294	3 946 295
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	23	461 200	1 976 340
Remboursement de la dette à long terme	24	(4 231 408)	(4 715 105)
Variation nette des emprunts temporaires	25	2 868 260	(69 235)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	51 842	2 081
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(850 106)	(2 805 919)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(632 474)	2 784 495
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	4 151 593	1 367 098
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		
Solde redressé	33	4 151 593	1 367 098
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	34	3 519 119	4 151 593

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la *Loi sur les cités et villes* du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville de Lachute. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et les organismes contrôlés. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants :

Régie d'assainissement des eaux usées de Chatham/Lachute (RAEUCL) - Consolidation ligne par ligne

Régie du Lac Beattie - Consolidation ligne par ligne

Régie intermunicipale Argenteuil Deux-Montagnes - Valeur de consolidation

B) Comptabilité d'exercice

Les opérations de la Ville sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

publicité des droits;

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

C) Actifs financiers

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur nette de recouvrement.

Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur nette de recouvrement.

D) Passifs

S.O.

E) Actifs non financiers

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et présentées à leur valeur amortie. Les dons sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties linéairement selon leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service et selon les périodes d'amortissement suivantes :

Infrastructures : 15, 20 et 40 ans

Bâtiments : 40 ans

Véhicules : 3, 10 et 20 ans

Machinerie, outillage et équipement divers : 10 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau : 5 et 10 ans

Terrains : non amortis

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Mesure d'allègement fiscal relative aux frais reportés :

- amorti sur la durée résiduelle applicable pour le rôle d'évaluation (2016-2017-2018)

- Frais d'assainissement des sites contaminés :

- renversé en totalité dans l'exercice au cours duquel le financement à long terme sera réalisé (règlement 2015-769).

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges de fonctionnement.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

financiers et sur le montant présenté au titre des revenus et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont connus.

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers et sur des passifs éventuels.

Constatation des revenus

Les taxes foncières sont constatées lors du dépôt du rôle de perception;

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes foncières et les paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats de l'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le gain ou perte sur cession d'actifs immobilisés est comptabilisé à la date de l'acte de transfert;

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant un fonds réservé ou celles touchant l'excédent de fonctionnement affectés et l'excédent de fonctionnement non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges.

Frais reportés

Les frais d'émission d'obligations sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de remboursement de la dette à long terme afférente et sont présentés en contrepartie de la dette à long terme.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations de taxes représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Revenus reportés

Les revenus reportés sont transférés aux revenus lorsque les critères de constatation sont satisfaits et lorsque les charges ou les dépenses sont également comptabilisées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Les sommes reçues pour fins de parcs et terrains de jeux en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme sont reportées jusqu'à ce qu'elles servent à acquérir ou aménager des terrains à ces fins.

Passif au titre des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, qu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Fonds réservés

En vertu des règlements de la Ville et des lois gouvernant le secteur municipal, certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

Fonds de roulement

Ce fond est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Ville d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisations et doivent être remboursés sur une période maximale de 10 ans.

Remboursement de la dette à long terme

Ce poste représente les remboursements de capital relatifs aux emprunts contractés et pour lesquels ces remboursements ne sont pas couverts par des tiers.

Montant des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme sont créés lors de l'émission présente ou à venir d'une dette à long terme sur la base des taux de subvention des différentes immobilisations faisant l'objet du financement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	595 964	976 932
Placements de portefeuille	2		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	3	939 288	811 459
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4		875
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	9 174 471	10 472 913
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	1 196 938	509 826
Organismes municipaux	7	164 475	50 961
Autres			
- Amendes et frais à recevoir	8	347 973	222 016
- Mutations, assurance et autres	9	642 861	329 971
	10	12 466 006	12 398 021
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	7 410 080	9 001 007
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13		
	14	7 410 080	9 001 007
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15	786 027	718 493
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	16	120 817	120 817
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
-	18		
-	19		
	20	120 817	120 817
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		
Note			
Ces prêts ne portent pas intérêt et viennent à échéance en 2021 et 2023.			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22	228 203	247 047
Autres placements	23		
	24	228 203	247 047
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
Note			
Placements à titre d'investissement			

Placement en fidéicommiss à titre de participation dans un fonds de garantie de franchise

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

2016**2015**

collective d'assurance, établi au nom du regroupement constitué des municipalités assurées, géré par l'UMQ. Les fonds sont investis dans le « Fonds de Marché Monétaire » lequel est un fonds commun de placement dont « Trust Banque Nationale » en est le fiduciaire et « Gestion de portefeuille Natcan inc. » en est le gestionnaire de portefeuille. Ce fonds permet aux municipalités participantes de bénéficier d'une réduction de primes découlant du regroupement et de la franchise collective. Ce fonds est institué de manière à garantir à l'assureur le montant des indemnités qu'il paie advenant la réalisation des conditions prévues à la police d'assurance et ce jusqu'à concurrence du solde du compte de franchise collective pour l'année de référence.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27	()	()
	28		
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30		
Régimes à cotisations déterminées	31	308 252	311 056
Autres régimes (REER et autres)	32	446	14 634
Régimes de retraite des élus municipaux	33	31 397	31 888
	34	340 095	357 578
Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.			
Note			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	35		
Autres	36		
	37		
Note			
10. Emprunts temporaires			
La Ville et ses organismes contrôlés disposent de crédit autorisées de 26 767 321\$ qui portent intérêts aux taux préférentiel. Ces facilités de crédit dont 3 680 860\$ sont utilisées au 31 décembre 2016, sont renouvelables annuellement.			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	38	1 144 255	1 445 066
Salaires et avantages sociaux	39	338 902	324 910
Dépôts et retenues de garantie	40	481 946	370 713
Provision pour contestations d'évaluation	41		10 590
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42		
Frais d'assainissement des sites contaminés	43	450 000	450 000
Autres			
- Organismes municipaux	44	45 747	87 883
- Gouvernement du Québec	45	19 224	15 279
- Intérêts courus à payer	46	163 930	185 435
- Vacances courues	47	453 415	443 467
- Autres	48	624 375	834 191
	49	3 721 794	4 167 534
Note			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	50		
Transferts	51	14 967	24 510
Fonds parcs et terrains de jeux	52	315 739	25 396
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Société québécoise d'assainissement des eaux	54		
Fonds de développement des territoires	55		
Autres			
- Redev. exploitation carrières	56	186 622	152 947
- Dépôt des promoteurs	57	38 381	41 669
- Autres	58	15 263	18 764
	59		
	60	570 972	263 286

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016				2015			
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance					
	de	à	de	à				
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,20	3,01	2017	2050	61	34 049 192		37 819 400
Obligations et billets en monnaies étrangères					62			
Gains (pertes) de change reportés					63			
					64			
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises					65			
Organismes municipaux					66			
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					67			
Autres					68			
					69	34 049 192		37 819 400
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	(248 894)	(300 737)	
					71	33 800 298		37 518 663

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2016	
	Avec fonds	Sans fonds	Location-	Autres		
	d'amortissement	d'amortissement	acquisition			
2017	72	80	4 267 884	88	97	105
2018	73	81	4 265 868	89	98	106
2019	74	82	3 814 692	90	99	107
2020	75	83	3 161 764	91	100	108
2021	76	84	2 509 532	92	101	109
2022 et +	77	85	16 029 452	93	102	110
	78	86	34 049 192	94	103	111
Intérêts et frais accessoires			95	()	112	()
	79	87	34 049 192	96	104	113
						34 049 192

Note

Les frais reportés liés à la dette à long terme correspondent aux frais d'émission des obligations qui sont comptabilisés à titre de dépenses reportées. Ils sont amortis sur la durée restante des obligations.

	2016		2015	
14. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal	114	(21 003 395)		(20 383 399)
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	()		()
Autres	116	()		()
	117	(21 003 395)		(20 383 399)

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

15. Immobilisations

		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	118	36 000 765	146	621 036	173	4 194	200	36 617 607
Eaux usées	119	40 241 085	147	935 470	174	410 405	201	40 766 150
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	31 336 997	148	1 439 912	175		202	32 776 909
Autres	121	11 588 917	149	169 258	176	83 762	203	11 674 413
Réseau d'électricité	122		150		177		204	
Bâtiments	123	8 929 842	151	533 701	178	358 213	205	9 105 330
Améliorations locatives	124		152		179		206	
Véhicules	125	4 229 767	153	209 847	180	169 687	207	4 269 927
Ameublement et équipement de bureau	126	1 339 663	154	56 839	181	2 903	208	1 393 599
Machinerie, outillage et équipement divers	127	3 674 979	155	85 976	182	9 018	209	3 751 937
Terrains	128	3 340 712	156	1 825	183	254 741	210	3 087 796
Autres	129	6 768	157		184		211	6 768
	130	140 689 495	158	4 053 864	185	1 292 923	212	143 450 436
Immobilisations en cours	131	1 794 910	159	289 288	186	(1 685)	213	2 085 883
	132	142 484 405	160	4 343 152	187	1 291 238	214	145 536 319
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	133	15 089 355	161	915 411	188	4 194	215	16 000 572
Eaux usées	134	16 028 479	162	1 018 824	189	409 684	216	16 637 619
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	15 015 558	163	1 231 599	190		217	16 247 157
Autres	136	5 382 313	164	439 788	191	83 762	218	5 738 339
Réseau d'électricité	137		165		192		219	
Bâtiments	138	3 568 254	166	227 634	193	8 955	220	3 786 933
Améliorations locatives	139		167		194		221	
Véhicules	140	2 292 142	168	233 203	195	71 202	222	2 454 143
Ameublement et équipement de bureau	141	987 492	169	98 738	196	2 610	223	1 083 620
Machinerie, outillage et équipement divers	142	2 171 119	170	201 885	197	9 018	224	2 363 986
Autres	143	14 876	171		198	8 108	225	6 768
	144	60 549 588	172	4 367 082	199	597 533	226	64 319 137
VALEUR COMPTABLE NETTE	145	81 934 817					227	81 217 182

Biens loués en vertu de contrats
de location-acquisition inclus
dans les immobilisations

Coût	228		231		233		235
Amortissement cumulé	229 (		) 232 (		) 234 (		) 236 (
Valeur comptable nette	230						237

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	238		
Immeubles industriels municipaux	239	289 660	289 660
Autres	240	127 585	128 127
	241	417 245	417 787
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	417 245	417 787
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Divers	244	47 159	43 789
- Dépôt sur achat de terrain	245		91 212
-	246		
Autres			
- Terrains affectés - FPTJ	247	290 100	
- Équilibrage rôle évaluation	248		91 129
	249	337 259	226 130
Note			

18. Obligations contractuelles

En vertu de l'entente intermunicipale constitutive de la Régie intermunicipale Argenteuil/Deux-Montagnes, la Ville s'est engagée à utiliser exclusivement les services d'élimination des déchets établis par la Régie. L'existence de la Régie a été prolongée jusqu'en 2030.

L'engagement de la Ville de Lachute, en vertu de contrats de gestion de l'aéroport, de collecte et transport de matières résiduelles, d'entretien, de contrôle biologique des insectes piqueurs, de contrôle animalier, de soutien aux logiciels et de déneigement s'élève à 798 319 \$ en 2017, 578 101 \$ en 2018, 555 078 \$ en 2019, 394 760 \$ en 2020 et 274 265 \$ en 2021.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

b) Auto-assurance

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

c) Poursuites

1- Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à diverses actions et réclamations. La Ville conteste le bien-fondé des réclamations en cours d'un montant de 1 111 766 \$ et la direction estime que les règlements à venir de ces réclamations n'influeront pas de façon sensible sur la situation financière. Il est présentement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges.

2- La Ville fait l'objet de plaintes à la Commission des relations de travail en vertu des articles 468.5 et 72 de la Loi sur les Cités et Villes. Aucune provision n'a été inscrite aux livres relativement à celles-ci.

d) Autres

Enquête en cours

En juin 2014, la Ville a mandaté une firme pour effectuer une enquête diligente concernant l'administration générale et l'éthique. À la date des états financiers, le rapport de cette firme n'est pas disponible. Cependant, la direction de la Ville est d'avis qu'il n'y aura pas d'impact sur la situation financière de la Ville au 31 décembre 2016.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

20. Redressement aux exercices antérieurs

La Ville a redressé la présentation de certains fonds réservés de l'exercice antérieur afin de la rendre conforme aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les fonds de parcs et terrains de jeux qui étaient auparavant présentés dans les réserves financières et fonds réservés doivent plutôt être présentés dans les passifs à titre de revenus reportés, car ils sont grevés d'affectation d'origine externe et que l'administration municipale n'a pas la possibilité de les virer à l'excédent de fonctionnement non affecté.

L'incidence de ce redressement sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 a été de diminuer les réserves financières et fonds réservés au 1er janvier 2015 de 25 396 \$, et d'augmenter les revenus reportés d'un montant de 25 396 \$ au 31 décembre 2015.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés après éliminations des opérations réciproques.

22. Instruments financiers**Risques et concentrations**

La Ville, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques. L'analyse suivante indique l'exposition et les concentrations de l'organisme aux risques à la date de l'état de la situation financière, soit au 31 décembre 2016.

Risque de crédit

Les principaux risques de crédit pour la Ville sont liés aux débiteurs et sont principalement attribuables aux comptes à recevoir d'entreprises et d'individus. Afin de réduire ses risques de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde de ses comptes à recevoir et une provision pour créances douteuses est constituée, en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative.

Risque de taux d'intérêt

La Ville est exposée au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable, tels que les dettes à court et à long terme. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	250	3 519 119	4 151 593
Découvert bancaire	251	()	()
<i>Ajouter</i>			
-	252		
-	253		
-	254		
-	255		
<i>Déduire</i>			
-	256	()	()
-	257	()	()
-	258	()	()
-	259	()	()
-	260	()	()
-	261	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)			
à la fin de l'exercice	262	3 519 119	4 151 593
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	263		

Note

La politique de la Ville consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif.

24. Fonds local d'investissement

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE		
Actifs		
Encaisse	274	
Placements de portefeuille	275	
Débiteurs	276	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277	
Provision pour moins-value	278	() ()
	279	
	280	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	281	
Revenus reportés	282	
Dette à long terme	283	
	284	
Solde du Fonds local d'investissement	285	

Libres	286
Supportant les engagements de prêts	287
Supportant les garanties de prêts	288
	289

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

25. Fonds local de solidarité**2016****2015****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	290
Revenus sur les prêts aux entreprises	291
Autres revenus	292
	293

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	294
Variation de la provision pour moins-value	295
	296
Intérêts sur la dette à long terme	297
Autres charges	298
	299

Excédent (déficit) de l'exercice	300
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	301		
Placements de portefeuille	302		
Débiteurs	303		
Prêts aux entreprises	304		
Provision pour moins-value	305	(	)
	306		
	307		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	308
Revenus reportés	309
Dette à long terme	310
	311

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312
Excédent (déficit) non affecté	313
	314

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	317

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

26. Placement dans une entreprise municipale

La Régie intermunicipale Argenteuil Deux-Montagnes est considérée comme une entreprise municipale donc un actif financier pour la Ville de Lachute compte tenu de son autonomie, de son orientation commerciale et de son autosuffisance financière.

La quote-part de la Ville de Lachute dans les dépenses d'immobilisations et d'exploitation nettes des revenus de toutes sources est fixée à 49,27 %, pour une période de 5 ans, en vertu de l'entente intermunicipale relative à la constitution de la Régie, modifiée le 4 avril 2006.

Situation financière et résultats d'exploitation

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Actifs financiers	11 485 516 \$	15 298 856 \$
Actifs non financiers	2 271 407 \$	2 359 636 \$
Passifs	4 849 938 \$	6 693 959 \$
Excédent (déficit) accumulé	8 906 985 \$	10 964 533 \$
Revenus	2 068 983 \$	2 829 526 \$
Charges	4 126 531 \$	4 802 053 \$
Excédent (déficit) de l'exercice	(2 057 548) \$	(1 972 527) \$
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	(320 530) \$	210 002 \$

Engagements contractuels

Le 27 avril 2006, la Régie a conclu un contrat de services avec une société privée en vertu duquel elle s'engage à fournir un espace d'enfouissement sanitaire de 10 715 000 mètres cubes pour une période correspondant à la durée de l'Entente intermunicipale, incluant toute période de renouvellement. Le contrat de services prévoit des quantités d'enfouissement maximales annuelles.

Le 1er septembre 2011, la Régie a conclu un contrat de services avec une société privée pour la gestion des activités de la Régie pour une durée de cinq ans renouvelable pour quatre périodes additionnelles de cinq ans. En vertu de ce contrat, la Régie s'engage à payer des frais de gestion représentant un coût unitaire de 9 \$ (indexé à chaque année en fonction de l'IPC) par tonne métrique de matières résiduelles enfouies sur les contrats résiduels.

Le 10 novembre 2006, la Régie a signé un bail pour la location de bureaux avec une municipalité membre. Le bail, d'une durée de 10 ans, vient à échéance le 16 novembre 2016.

Éventualités

Cautionnement et garantie

À la suite du contrat de service d'élimination des matières résiduelles signé le 27 juillet 2006, la Régie a consenti une garantie hypothécaire de premier rang au montant de 40 000 000 \$, grevant le site d'enfouissement.

La Régie s'est portée caution en faveur du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs pour un montant de 1 000 000 \$ relativement à l'exploitation du lieu d'enfouissement technique de Lachute, et ce, jusqu'au 19 juillet 2015.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

27. Financement à long terme des activités de fonctionnement

Règlement numéro

Ville de Lachute

	2016	2015
2013-755 PRQ - phase 10	(34) \$	10 324 \$
2015-772 Travaux piscine intérieure	<u>56 \$</u>	<u>10 324 \$</u>
	22 \$	

Organismes contrôlés

RAEUCL

2013-008 Enlèvement et disposition des boues des étangs	<u>0 \$</u>	<u>180 920 \$</u>
	<u>22 \$</u>	<u>191 244 \$</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 484 495	1 334 362
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 628 230	1 402 794
Réserves financières et fonds réservés	3	1 029 109	971 711
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	1 966 223) (	2 060 381)
Financement des investissements en cours	5	(2 273 251)	(251 119)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	61 387 970	61 129 883
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	61 290 330	62 527 250
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 460 440	1 313 770
Organismes contrôlés ¹	10	24 055	20 592
	11	1 484 495	1 334 362
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- À l'exercice suivant	12	860 000	741 300
- Dévelop. parcs industriels	13	388 241	465 320
- Prog. économie d'eau	14	105 856	78 111
- Engagements	15	19 101	47 355
- Service dette poste police	16		17 096
- Mandat d'évaluation	17	3 612	3 612
- Élections	18	75 000	50 000
- Études avant-projets règ. emp.	19	176 420	
-	20		
	21	1 628 230	1 402 794
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	1 628 230	1 402 794
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	1 009 810	955 738
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	34	19 299	15 973
Organismes contrôlés	35		
Montant non réservé			
Administration municipale	36		
Organismes contrôlés	37		
Fonds local d'investissement	38		
Fonds local de solidarité	39		
Autres			
-	40		
-	41		
	42	1 029 109	971 711
	43	1 029 109	971 711

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

2016**2015****VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)****Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation
avec les normes comptables

Avantages sociaux futurs

Déficit initial au 1^{er} janvier 2007

Régimes capitalisés

44 () ()

Régimes non capitalisés

45 () ()

Avantages postérieurs au 1^{er} janvier 2007

Régimes capitalisés

Mesure d'allègement pour la crise financière 2008

46 () ()

Autres

47 () ()

Régimes non capitalisés

48 () ()

Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

49 () ()

Frais d'assainissement des sites contaminés

50 () ()

Appariement fiscal pour revenus de transfert

51 (450 000) (450 000)

Autres

52 () ()

-

53 () ()

-

54 () ()

55 (450 000) (450 000)

Mesures d'allègement fiscal transitoires

Modifications comptables du 1^{er} janvier 2000

Salaires et avantages sociaux

56 () ()

Intérêts sur la dette à long terme

57 (7 649) (10 581)

Mesures relatives à la TVQ

Utilisation du fonds général

58 () ()

Utilisation du fonds de roulement

59 () ()

Mesure relative aux frais reportés

60 (60 753) ()

Autres

-

61 () ()

-

62 () ()

63 (68 402) (10 581)

Financement à long terme des activités de fonctionnement

Mesure transitoire relative à la TVQ

64 () ()

Frais d'émission de la dette à long terme

65 () ()

Dette à long terme liée au FLI et au FLS

66 () ()

Autres

- Autre financement

67 (1 447 821) (1 599 800)

-

68 () ()

69 (1 447 821) (1 599 800)

Éléments présentés à l'encontre des DCTP

Financement des activités de fonctionnement

70

Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement

71

Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS

72

Autres

-

73

74

75 (1 966 223) (2 060 381)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	76	331 149	254 743
Investissements à financer	77 (	2 604 400) (	505 862)
	78	(2 273 251)	(251 119)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	79	81 217 182	81 934 817
Propriétés destinées à la revente	80	417 245	417 787
Prêts	81	120 817	120 817
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82	228 203	247 047
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83	4 436 384	5 461 206
	84	86 419 831	88 181 674
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	85	33 800 298	37 518 663
Frais reportés liés à la dette à long terme	86	248 894	300 737
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 (	7 410 081) (	9 001 007)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 (	1 447 198) (	1 599 189)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 (	) (	)
	90	25 191 913	27 219 204
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91	(160 052)	(167 413)
	92	25 031 861	27 051 791
	93	61 387 970	61 129 883

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements			

	2016	2015
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

2016

2015

Informations complémentaires

Rendement réel des actifs pour l'exercice	37		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40		
Prestations versées au cours de l'exercice	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53		
Autres hypothèses économiques	54		
	55		

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 _____	57 _____	58 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2016	2015
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice	60 (_____)	(_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 _____	_____
Passif à la fin de l'exercice	62 (_____)	(_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (_____)	(_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 _____	_____
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (_____)	(_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	()
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres	75		
	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
	88		
	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de Lachute contribue à un régime complémentaire de retraite, soit celui du Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Lachute.

Ce régime a été enregistré le 1er avril 1972 et est régi par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite. Le règlement afférent est le règlement 87-295 de la Ville de Lachute adopté le 15 octobre 1987 et ayant pris effet le 1er novembre 1988. En avril 1992, un règlement de concordance à la Loi 116, le règlement 92-396, a été adopté avec prise d'effet rétroactive au 1er janvier 1990. Ce règlement a été amendé par les règlements 93-396-1, 94-396-2, 94-396-3, 95-396-4, 97-396-5, 98-396-6, 2000-396-7 et 2003-396-8. Par la suite, ce règlement a été refondu le 4 juillet 2005 sous le numéro 2005-643 et amendé

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

subséquentement par les règlements numéros 2005-643-1, 2006-643-2, 2010-643-3, 2012-643-4, 2016-643-5 et 2016-643-6.

Ce régime s'adresse aux cadres, cols blancs et cols bleus de la Ville de Lachute.

Contributions des membres :

Cadres : Le régime prévoit des contributions de 6 % du salaire annuel de base des membres.

Cols blancs : Le régime prévoit des contributions de 6 % du salaire annuel de base des membres.

Cols bleus : À compter du 1er janvier 2009, le régime concernant les cols bleus a été modifié pour y introduire une contribution progressive en fonction des heures rémunérées à taux régulier comme suit :

- jusqu'à 2 080 heures : 2 %
- de 2 081 à 4 160 heures : 4 %
- de 4 161 à 6 240 heures : 6 %
- à compter de 6 241 heures : 7 %
- 10 novembre 2016, à la signature: 7.5%

Contributions de la Ville de Lachute :

Cadres : La contribution de l'employeur est de 4 % la première année d'admissibilité, ainsi que la deuxième et troisième année et de 7 % les années subséquentes.

Cols blancs : La contribution de l'employeur s'établit sur la base des heures rémunérées au taux régulier comme suit :

Du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2016 : 8,0 %

Cols bleus : La contribution de l'employeur s'établit sur la base des heures rémunérées au taux régulier comme suit :

- jusqu'à 2 080 heures : 4 %
- de 2 081 à 4 160 heures : 4 %
- de 4 161 à 6 240 heures : 4 %
- à compter de 6 241 heures : 7 %
- 10 novembre 2016, à la signature: 7.5%

Charge de l'exercice
Cotisations de l'employeur

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
91	<u>308 252</u>	<u>311 056</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 2

Description des régimes et autres renseignements

La Ville contribue également à un régime d'allocations de départ pour les élus municipaux et à un régime de primes de départ pour les employés cols bleus. Ces contributions découlent respectivement de la Loi sur le traitement des élus municipaux et d'une convention collective signée avec les cols bleus en novembre 2016.

Allocations de départ pour les élus municipaux

- La dépense de l'exercice est de 6 529 \$ (5 740 \$ en 2015) et la somme accumulée pour allocation de départ au 31 décembre 2016 s'établit à 26 136 \$ (19 607 \$ en 2015).

Primes de départ des employés cols bleus

- La dépense de l'exercice est de (6 083) \$ (8 894 \$ en 2015) et la somme accumulée pour primes de départ au 31 décembre 2016 s'établit à 371 235 \$ (377 318 \$ en 2015)

		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	93	<u>446</u>	<u>14 634</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 ☒ Oui
 95 ☐ Non

		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	96	<u>8</u>	<u>8</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
Cotisations des élus au RREM	97	<u>7 963</u>	<u>8 118</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	98	26 836	27 359
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99	<u>4 561</u>	<u>4 529</u>
	100	<u>31 397</u>	<u>31 888</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2016

Administration municipale

Dette à long terme	1	29 881 500
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	2 603 679
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	19 299
-------------------	---	--------

Débiteurs	8	4 458 248
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	28 007 632
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	1 291 847
--	----	-----------

Endettement net à long terme	16	29 299 479
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	709 210
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	30 008 689
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--	----	--

	23	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	30 008 689
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	8 007 800	8 002 599	8 002 599	7 423 902
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	2 008 300	2 015 499	2 015 499	1 858 909
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	1 211 300	1 217 798	1 217 798	1 513 577
Activités de fonctionnement	6	1 240 300	1 246 036	1 246 036	1 085 491
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	12 467 700	12 481 932	12 481 932	11 881 879
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 283 000	1 296 707	1 296 707	1 270 979
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	906 400	906 522	906 522	896 244
Autres					
-Contrôle biologique moustiques	14	140 800	142 627	142 627	140 931
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	58 000	59 918	59 918	55 919
Service de la dette	18				
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	2 388 200	2 405 774	2 405 774	2 364 073
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	2 388 200	2 405 774	2 405 774	2 364 073
	26	14 855 900	14 887 706	14 887 706	14 245 952

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalizations	Réalizations	Réalizations
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	2016	2016	2016	2015
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	109 300	99 156	105 986
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	3 500	1 826	1 820
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	112 800	100 982	107 806
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	331 200	315 448	308 934
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	551 000	515 702	502 660
	35	882 200	831 150	811 594
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	995 000	932 132	919 400
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	21 400	21 039	18 210
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	100	145	145
Taxes d'affaires	43			
	44	21 500	21 184	18 355
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46	62 900	67 155	58 591
	47	62 900	67 155	58 591
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49	1 500	1 391	1 502
	50	1 500	1 391	1 502
	51	1 080 900	1 021 862	997 848

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2016	2016	2016	2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52		1 017	
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54	3 000	60 511	8 120
Sécurité civile	55		8 632	1 948
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	15 400	11 145	18 646
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	52 400	52 303	57 554
Réseau de distribution de l'eau potable	68	32 600	13 804	72 117
Traitement des eaux usées	69		422	32 577
Réseaux d'égout	70	25 600	12 543	185 978
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	90 000	57 816	70 968
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	12 400		
Rénovation urbaine	83		9 912	18 116
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	70 900	13 792	19 367
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	85 400	62 000	61 100
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	387 700	302 880	546 491

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		2016	2016	2016	2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	91				
Sécurité publique					
Police	92				
Sécurité incendie	93				
Sécurité civile	94				
Autres	95				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	96	484 500	324 801	324 801	75 000
Enlèvement de la neige	97				
Autres	98		9 350	9 350	
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	99				
Transport adapté	100				
Transport scolaire	101				
Autres	102				
Transport aérien	103				
Transport par eau	104				
Autres	105				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	180 000	19 786	19 786	277 357
Réseau de distribution de l'eau potable	107	453 000	212 285	212 285	42 917
Traitement des eaux usées	108				
Réseaux d'égout	109	1 765 100	309 055	309 055	70 300
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	110				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	111				
Tri et conditionnement	112				
Autres	113				
Autres	114				
Cours d'eau	115				
Protection de l'environnement	116				
Autres	117				
Santé et bien-être					
Logement social	118				
Sécurité du revenu	119				
Autres	120				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	121				
Rénovation urbaine	122				
Promotion et développement économique	123				
Autres	124				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	125			2 584	1 160
Activités culturelles					
Bibliothèques	126	2 547 900	168 949	168 949	
Autres	127				
Réseau d'électricité	128				
	129	5 430 500	1 044 226	1 046 810	466 734

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2016	2016	2016	2015
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	110 000	118 822	119 355
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137	2 400	3 130	3 130
	138	112 400	121 952	119 355
TOTAL DES TRANSFERTS	139	5 930 600	1 469 058	1 132 580

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	140	109 800	190 192	122 474
Évaluation	141			
Autres	142	33 500	31 605	32 082
	143	143 300	221 797	154 556
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	12 000	16 117	12 186
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	12 000	16 117	12 186
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149	5 000	5 550	4 303
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	5 000	5 550	4 303
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	48 800	49 390	48 497
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157	469 900	522 170	82 896
Réseaux d'égout	158	320 100	23 540	27 532
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165		176	457
Autres	166			
	167	838 800	170 644	159 382
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	216 500	281 375	240 752
Activités culturelles				
Bibliothèques	177	21 500	21 678	21 003
Autres	178	16 400	10 831	10 175
	179	254 400	313 884	271 930
Réseau d'électricité	180			
	181	1 253 500	1 394 834	602 357

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	64 500	83 975	67 317
Sécurité publique	183	23 900	21 918	23 841
Transport				
Réseau routier	184	11 400	18 746	22 164
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	51 000	62 659	114 296
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			10 266
Loisirs et culture	193	151 900	128 707	172 074
Réseau d'électricité	194			
	195	302 700	316 005	409 958
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	1 556 200	1 710 839	1 012 315
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	82 600	76 569	73 873
Droits de mutation immobilière	198	450 000	557 755	581 873
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	532 600	634 324	655 746
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	319 400	381 976	378 458
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	203			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204	197 500	259 674	227 055
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		60 936	(70 023)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206		1 200	194 660
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208	1 830 000	7 186	185 833
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210	106 500	208 501	30 488
Autres contributions	211		79 771	99 257
Autres	212	765 800	84 580	89 124
	213	2 702 300	442 174	529 339
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	214			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations 2016	Réalizations 2015
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	500 300	447 775		447 775	425 623
Greffé et application de la loi	2	642 100	637 613		637 613	627 079
Gestion financière et administrative	3	950 800	1 333 648	113 222	1 446 870	1 246 205
Évaluation	4	260 900	287 858		287 858	180 505
Gestion du personnel	5	262 200	266 300		266 300	216 044
Autres						
- Administration générale	6	246 600	290 102	6 558	296 660	268 840
-	7					
	8	2 862 900	3 263 296	119 780	3 383 076	2 964 296
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	1 684 600	1 748 587		1 748 587	1 830 662
Sécurité incendie	10	1 098 700	1 211 485	177 296	1 388 781	1 110 489
Sécurité civile	11	37 400	5 014		5 014	70 658
Autres	12	155 900	145 119		145 119	138 529
	13	2 976 600	3 110 205	177 296	3 287 501	3 150 338
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 482 200	1 593 784	1 499 407	3 093 191	2 959 454
Enlèvement de la neige	15	1 125 300	1 084 770	47 645	1 132 415	1 074 224
Éclairage des rues	16	165 800	170 755	85 027	255 782	248 777
Circulation et stationnement	17	125 400	101 036	21 091	122 127	120 454
Transport collectif						
Transport en commun	18	98 700	101 131	52 998	154 129	86 371
Transport aérien	19	170 200	146 993		146 993	206 911
Transport par eau	20					
Autres	21			33 925	33 925	33 316
	22	3 167 600	3 198 469	1 740 093	4 938 562	4 729 507

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations 2016	Réalizations 2015	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	800 200	673 950	363 364	1 037 314	1 039 149	
Réseau de distribution de l'eau potable	24	312 600	290 163	549 159	839 322	839 322	
Traitement des eaux usées	25	1 256 100	1 180 467	43 243	1 223 710	874 673	
Réseaux d'égout	26	1 058 500	684 584	594 220	1 278 804	1 135 970	
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	251 000	236 621		236 621	236 621	
Élimination	28	224 600	204 275	9 997	214 272	214 272	
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	156 700	147 529		147 529	147 529	
Tri et conditionnement	30	29 100	30 242		30 242	30 242	
Matières organiques							
Collecte et transport	31	139 300	199 603		199 603	199 603	
Traitement	32						
Matériaux secs	33						
Autres	34						
Plan de gestion	35	30 000	29 386		29 386	29 386	
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement							
Autres	38	119 400	104 377		104 377	104 377	
	39	4 377 500	3 781 197	1 559 983	5 341 180	4 851 144	
	40						
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	70 000	85 342		85 342	85 342	
Sécurité du revenu	42						
Autres	43		12 919		12 919	12 919	
	44	70 000	98 261		98 261	98 261	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	597 700	581 622	3 719	585 341	585 341	
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	177 700	117 528		117 528	117 528	
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51		1 462		1 462	1 462	
	52	775 400	700 612	3 719	704 331	704 331	

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité		Administration municipale			Données consolidées	
		Budget 2016		Réalisation de l'amortissement	Réalisation de l'amortissement	Réalisation de l'amortissement
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement			
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	48 200	49 368	13 700	63 068	59 496
Pâtinoires intérieures et extérieures	54	416 300	426 314	33 828	460 142	480 316
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 096 500	232 776	41 201	273 977	270 537
Parcs et terrains de jeux	56	994 900	1 097 031	223 574	1 311 211	1 239 061
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	9 300	9 659		9 659	9 315
Autres	59	91 400	64 736		64 736	44 737
	60	2 656 600	1 879 884	312 303	2 192 187	2 103 462
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	101 600	83 175		83 175	72 147
Bibliothèques	62	831 800	701 456	26 655	728 111	818 158
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	24 800	17 664		17 664	17 632
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65		13 068		13 068	12 031
	66	958 200	815 363	26 655	842 018	919 968
	67	3 614 800	2 695 247	338 958	3 034 205	3 023 430
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	938 400	725 866		725 866	964 504
Autres frais	70	110 400	97 204		97 204	127 992
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	1 000	177		177	385
	73	1 049 800	823 247		823 247	1 092 881
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	75	3 769 600	3 939 829	(3 939 829)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Rémunération des élus	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	40
Taux des taxes	41
Questionnaire	43

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du conseil de la
Ville de Lachute

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville de Lachute (ci-après la « Ville »). Le taux global de taxation réel a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 176 du *Code municipal du Québec* (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Deloitte S.E.N.C.R.L. / s.r.l.¹

Le 3 juillet 2017

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A116671

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	14 887 706
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10
Revenus de taxes	11	14 887 706

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	14 887 706
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	
Total partiel	4	<u>14 887 706</u>
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	11 158
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	2 482 808
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	59 918
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
	10	<u>2 553 884</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	<u>12 333 822</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2016 ²	1	1 167 188 200
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2016 ²	2	1 172 060 700
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	1 169 624 450

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	12 333 822
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	1 169 624 450
Taux global de taxation réel de 2016	6	11,0545 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2016 ²	7	
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 ²	8	
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.
 2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.
 3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
Conduites d'eau potable	1	1 144 780	563 215	563 215	61 632
Usines de traitement de l'eau potable	2	180 000	47 242	47 242	350 317
Usines et bassins d'épuration	3			66 510	
Conduites d'égout	4	3 400 580	910 521	939 845	233 765
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5				
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 552 640	1 450 811	1 450 811	752 966
Ponts, tunnels et viaducs	7				
Systèmes d'éclairage des rues	8	109 000	106 030	106 030	146 242
Aires de stationnement	9	500 000			3 465
Parcs et terrains de jeux	10	201 900		2 054	551
Autres infrastructures	11	323 500	86 570	86 570	22 455
Réseau d'électricité	12				
Bâtiments					
Édifices administratifs	13	13 000	348 224	348 224	362 181
Édifices communautaires et récréatifs	14	4 198 000	438 400	438 400	97 427
Améliorations locatives	15				
Véhicules					
Véhicules de transport en commun	16				
Autres	17	758 000	210 097	210 097	54 964
Ameublement et équipement de bureau	18	158 000	56 840	56 840	66 915
Machinerie, outillage et équipement divers	19	342 100	24 350	25 489	348 484
Terrains	20		1 825	1 825	13 098
Autres	21				
	22	14 881 500	4 244 125	4 343 152	2 514 462

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement					
Conduites d'eau potable	23		557 009	557 009	58 900
Usines de traitement de l'eau potable	24		47 242	47 242	350 317
Usines et bassins d'épuration	25			66 510	
Conduites d'égout	26		884 139	913 463	143 366
Autres infrastructures	27		1 443 104	1 445 158	
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
Conduites d'eau potable	28		6 206	6 206	2 732
Usines de traitement de l'eau potable	29				
Usines et bassins d'épuration	30				
Conduites d'égout	31		26 382	26 382	90 399
Autres infrastructures	32		200 307	200 307	925 679
Autres immobilisations	33		1 079 736	1 080 875	943 069
	34		4 244 125	4 343 152	2 514 462

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	37 819 400	461 200	4 231 408	34 049 192
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	37 819 400	461 200	4 231 408	34 049 192
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	8 533 620	24 323	661 891	7 896 052
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	20 117 356	436 877	1 971 225	18 583 008
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	28 650 976	461 200	2 633 116	26 479 060
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	9 001 007		1 590 927	7 410 080
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	9 001 007		1 590 927	7 410 080
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20	167 417		7 365	160 052
	21	9 168 424		1 598 292	7 570 132
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	9 168 424		1 598 292	7 570 132
	26	37 819 400	461 200	4 231 408	34 049 192
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	37 819 400	461 200	4 231 408	34 049 192

Note

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
Administration générale					
Greffes et application de la loi	1				
Évaluation	2	245 900	276 515	276 515	173 223
Autres	3	258 400	303 566	272 755	300 927
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	61 400	61 347	61 347	52 750
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8	26 500	26 487	26 487	22 545
Transport collectif	9				
Autres	10	27 500	27 433	27 433	
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	1 094 300	422 718	12 565	(18 466)
Matières résiduelles	12	208 400	221 102	221 102	228 988
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15	27 800	547 494	38 608	(10 405)
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	193 900	193 889	193 889	198 985
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	90 000	90 000	90 000	90 000
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	294 500	306 595	296 595	275 146
Activités culturelles	23	4 200	4 755	4 755	2 973
Réseau d'électricité	24				
	25	2 532 800	2 481 901	1 522 051	1 316 666

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

Administration municipale	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Cadres et contremaîtres	1	19,00	37,50	41 144,00	1 639 410	313 938
Professionnels	2	3,00	35,00	1 820,00	183 987	13 771
Cols blancs	3	38,00	32,50	63 893,00	1 673 321	369 108
Cols bleus	4	41,00	40,00	81 128,00	1 787 428	401 712
Policiers	5					
Pompiers	6	34,00	3,00	21 573,00	569 052	56 729
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					625 781
Élus	8	135,00		209 558,00	5 853 198	1 155 258
	9	7,00			192 468	39 151
	10	142,00			6 045 666	1 194 409
						7 240 075

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Gouvernement du Québec			MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement	Gouvernement du Canada		
Transport en commun					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	52 303	5 778	14 008		72 089
Réseau de distribution de l'eau potable	13 804	1 094	211 189		226 087
Traitement des eaux usées	422				422
Réseaux d'égout	12 543	6 395	302 660		321 598
Autres	345 760	215 799	287 303		848 862
	424 832	229 066	815 160		1 469 058

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	Charges avant amortissement	Amortissement des immo- bilisations	Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	+	=	-	=		
Administration générale						
Greffé et application de la loi						
Évaluation	1 637 613 27	53	637 613 79	190 192 105	447 421 131	
Autres	2 287 858 28	54	287 858 80	106	287 858 132	
	3 2 337 825 29	55	2 457 605 81	119 770 107	2 337 835 133	12 319
	4 3 263 296 30	56	3 383 076 82	309 962 108	3 073 114 134	12 319
Sécurité publique						
Police						
Sécurité incendie	5 1 748 587 31	57	1 748 587 83	109	1 748 587 135	
Sécurité civile	6 1 211 485 32	58	1 388 781 84	38 035 110	1 350 746 136	25 206
Autres	7 5 014 33	59	5 014 85	111	5 014 137	
	8 145 119 34	60	145 119 86	112	145 119 138	
	9 3 110 205 35	61	3 287 501 87	38 035 113	3 249 466 139	25 206
Transport						
Réseau routier						
Voirie municipale	10 1 593 784 36	62	3 093 191 88	24 296 114	3 068 895 140	254 995
Enlèvement de la neige	11 1 084 770 37	63	1 132 415 89	115	1 132 415 141	22 807
Autres	12 271 791 38	64	377 909 90	116	377 909 142	17 619
Transport collectif	13 248 124 39	65	301 122 91	117	301 122 143	96
Autres	14 33 925 40	66	33 925 92	118	33 925 144	
	15 3 198 469 41	67	4 938 562 93	24 296 119	4 914 266 145	295 517
Hygiène du milieu						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable						
Réseau de distribution de l'eau potable	16 673 950 42	68	1 037 314 94	49 390 120	987 924 146	136 805
Traitement des eaux usées	17 290 163 43	69	839 322 95	7 200 121	832 122 147	95 615
Réseaux d'égout	18 1 180 467 44	70	1 223 710 96	577 629 122	646 081 148	
Matériaux résiduelles	19 684 584 45	71	1 278 804 97	261 560 123	1 017 244 149	95 861
Déchets domestiques et assimilés						
Matériaux recyclables	20 440 896 46	72	450 893 98	124	450 893 150	
Autres	21 377 374 47	73	377 374 99	125	377 374 151	
Cours d'eau	22 29 386 48	74	29 386 100	126	29 386 152	
Protection de l'environnement	23 1 180 467 44	75	1 223 710 96	127	1 223 710 153	
Autres	24 104 377 51	76	104 377 102	128	(176) 154	
	25 3 781 197 52	77	5 341 180 104	895 955 130	4 445 225 155	328 281

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	Charges avant amortissement	Amortissement des immo- bilisations	Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	+	=	-	=		
Santé et bien-être						
Logement social	157 85 342 172	187	85 342 202	217	85 342	232
Sécurité du revenu	158 173	188	203	218		233
Autres	159 12 919 174	189	12 919 204	219	12 919	234
Aménagement, urbanisme						
et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	161 581 622 176	3 719	585 341 206	221	585 341	236 108
Rénovation urbaine	162 177	192	207	222		237 60 142
Promotion et développement économique	163 117 528 178	193	117 528 208	223	117 528	238 14 812
Autres	164 1 462 179	194	1 462 209	224	1 462	239
Loisirs et culture						
Activités récréatives	165 700 612 180	3 719	704 331 210	225	704 331	240 75 062
Activités culturelles	166 1 879 884 181	312 303	2 192 187 211	374 919	1 817 268	241 67 222
Bibliothèques	167 701 456 182	26 655	728 111 212	46 213	681 898	242 19 640
Autres	168 113 907 183	198	113 907 213	21 459	92 448	243
	169 2 695 247 184	338 958	3 034 205 214	442 591	2 591 614	244 86 862
Réseau d'électricité						
	170 185	200	215	230		245
	171 16 847 287 186	3 939 829	20 787 116 216	1 710 839	19 076 277	246 823 247

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Rémunération	1	168 405	957
Charges sociales	2	12 402	173
Biens et services	3	4 023 081	2 416 638
Frais de financement	4	40 237	21 852
Autres	5		
	6	4 244 125	2 439 620

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
--	--	---------------------------

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 313 770	1 024 792
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 313 770	1 024 792
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	1 508 432	1 413 938
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(229 916)	(283 635)
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(1 131 846)	(841 325)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	146 670	288 978
Solde à la fin de l'exercice	12	1 460 440	1 313 770
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	1 402 794	2 039 446
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	1 402 794	2 039 446
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(855 667)	(1 405 301)
Activités d'investissement	17	(50 743)	(72 676)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	1 131 846	841 325
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	225 436	(636 652)
Solde à la fin de l'exercice	22	1 628 230	1 402 794
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	971 711	833 793
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		(25 396)
Solde redressé au début de l'exercice	25	971 711	808 397
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	315 900	329 880
Activités d'investissement	27	(261 826)	(166 566)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	3 324	
	30	57 398	163 314
Solde à la fin de l'exercice	31	1 029 109	971 711

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		2016	2015
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(2 056 482)	(1 762 590)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(2 056 482)	(1 762 590)
Affectations			
Activités de fonctionnement - Augmentation	35	(60 753)	(450 000)
Activités de fonctionnement - Diminution	36	2 010	3 517
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37	(22)	(10 324)
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38	152 000	162 915
Solde à la fin de l'exercice	39	(1 963 247)	(2 056 482)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	40	(268 725)	(292 632)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41		(7)
Solde redressé au début de l'exercice	42	(268 725)	(292 639)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43	(1 925 216)	23 914
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44		
Excédent de fonctionnement affecté	45		
Réserves financières et fonds réservés	46	(3 324)	
	47	(1 928 540)	23 914
Solde à la fin de l'exercice	48	(2 197 265)	(268 725)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	49	52 677 057	54 225 793
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50		
Solde redressé au début de l'exercice	51	52 677 057	54 225 793
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Financement à long terme des activités d'investissement	54	(461 200)	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55		
Variation résiduelle de l'exercice	56	830 320	(1 548 736)
Solde à la fin de l'exercice	57	53 046 177	52 677 057

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	RÈGLEMENT N°	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	2 650 000
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	4	
	5	2 650 000
Diminution	6	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	2 650 000

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Taxes générales****Du 100 \$ d'évaluation**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	, \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	0 , 4 6 2 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	0 , 5 2 1 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	1 , 6 8 7 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	2 , 0 1 7 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	0 , 6 9 3 0 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	0 , 4 6 2 0 \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	, \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	, \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	, \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	, \$
Catégorie des immeubles industriels	12	, \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	, \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	, \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	, \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	, \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	, \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	, \$
Catégorie des immeubles industriels	19	, \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	, \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	, \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	, \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	, \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	, \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	, \$
Catégorie des immeubles industriels	26	, \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	, \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	, \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	1 7 0 , 0 0	\$
Égout	2	,	\$
Eau et égout	3	,	\$
Traitement des eaux usées	4	,	\$
Matières résiduelles	5	1 0 0 , 0 0	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**6 , %**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau pour piscine	50,0000	4	
Contrôle des insectes piqueurs	20,0000	7	par unité de logement
Déchetterie	25,0000	7	par unité de logement
Dette générale	,1720	1	
Dette générale sauf propriétés annexées	,0300	1	
Dette secteur semi-urbain	,0540	1	
Dette secteur urbain	,0940	1	
Égout	,0450	1	
Assainissement des eaux usées	,0920	1	
Eau compteur (de 227 m³ à 11 358 m³)	,3829	7	par mètre cube (m³)
Eau compteur (de 11 358 m³ à 22 717 m³)	,4402	7	par mètre cube (m³)
Eau compteur (excédent de 22 717 m³)	,4952	7	par mètre cube (m³)

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 ☒	2 ☐	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 ☒	4 ☐	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 ☐	6 ☒	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 ☐	8 ☒	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 ☐	12 ☒	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 ☒	16 ☐	
Si oui, indiquer le montant.	17	123 574	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 ☐	19 ☒	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	500	22 ☐

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23	24 ☒	25
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26	27 ☒	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28	29 ☒	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30		
Facteur comparatif de 2016	31		
Valeur uniformisée	32		
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDDET?	33	34 ☒	
Montant de l'aide financière reçue	35		\$
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36		\$
b) Dépenses d'investissement	37		\$
c) Total des frais encourus admissibles	38		\$
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :			
a) Numéro de la résolution	39		
b) Date d'adoption de la résolution	40		
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :			

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017	
Revenus de taxes	46
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	47
Calcul de certains revenus de taxes	48
Taux des taxes	50
Taux global de taxation prévisionnel	51
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	54
Questionnaire	56

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

TAXES**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales

Taxe foncière générale	1	8 284 000
------------------------	---	-----------

Taxes spéciales

Service de la dette	2	1 838 000
---------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement	3	
-----------------------------	---	--

Activités d'investissement	4	
----------------------------	---	--

Taxes de secteur

Taxes spéciales

Service de la dette	5	1 248 000
---------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement	6	1 351 000
-----------------------------	---	-----------

Activités d'investissement	7	
----------------------------	---	--

Autres	8	
--------	---	--

	9	12 721 000
--	---	------------

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux

Eau	10	1 430 000
-----	----	-----------

Égout	11	
-------	----	--

Traitement des eaux usées	12	
---------------------------	----	--

Matières résiduelles	13	1 020 000
----------------------	----	-----------

Autres		
--------	--	--

- Contrôle insectes piqueurs	14	181 000
------------------------------	----	---------

-	15	
---	----	--

-	16	
---	----	--

Centres d'urgence 9-1-1	17	57 600
-------------------------	----	--------

Service de la dette	18	
---------------------	----	--

Activités de fonctionnement	19	
-----------------------------	----	--

Activités d'investissement	20	
----------------------------	----	--

	21	2 688 600
--	----	-----------

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative

	22	
--	----	--

Autres	23	
--------	----	--

	24	
--	----	--

	25	2 688 600
--	----	-----------

	26	15 409 600
--	----	------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	99 100
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	1 700
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	

5 100 800

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	256 000
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	420 400

9 676 400

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	

13

14 777 200

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	21 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	100
Taxes d'affaires	17	

18 21 100

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	67 600

21 67 600

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	1 500

24 1 500

25 867 400

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 868 397 647	X 5 0,4700	/100\$ 6 4 081 000				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 72 287 119	X 8 0,5290	/100\$ 9 382 000				
Immeubles non résidentiels	10 140 130 921	X 11 1,7480	/100\$ 12 2 449 000				
Immeubles industriels	13 53 454 596	X 14 2,0900	/100\$ 15 1 117 000				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$ 18					
Autres	19 20 100 900	X 20 0,7050	/100\$ 21 141 000				
Immeubles agricoles	22 24 266 700	X 23 0,4700	/100\$ 24 114 000				
Total			25 8 284 000	26 (.....) 27 (.....) 28 29 30			8 284 000
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 1 178 637 883	X 31 0,1560	/100\$ 32 1 838 000				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34 /100\$ 35					
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37 /100\$ 38					
Immeubles non résidentiels	39	X 40 /100\$ 41					
Immeubles industriels	42	X 43 /100\$ 44					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$ 47					
Autres	48	X 49 /100\$ 50					
Immeubles agricoles	51	X 52 /100\$ 53					
Total			54 1 838 000	55 (.....) 56 (.....) 57 58 59 60			1 838 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 () 27 ()	28	29	
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 () 56 ()	57	58	
Valeur locale imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locale	59	X 60	% 61	62 () 63 ()	64	65	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	1 9 0 , 0 0 \$
Égout	2	, \$
Eau et égout	3	, \$
Traitement des eaux usées	4	, \$
Matières résiduelles	5	1 1 0 , 0 0 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau pour piscine	65,0000	7	par piscine
Déchetterie	30,0000	7	par logement
Contrôle des insectes piqueurs	25,0000	7	par logement
Égout	0,0490	1	
Assainissement des eaux usées	0,0990	1	
Dette générale	0,1560	1	
Dette générale saux propriétés annexées	0,0300	1	
Dette secteur semi-urbain	0,0520	1	
Dette secteur urbain	0,0970	1	
Eau compteur (de 227 m³ à 11 358 m³)	0,3829	7	par mètre cube (m³)
Eau compteur (de 11 358 m³ à 22 717 m³)	0,4402	7	par mètre cube (m³)
Eau compteur (excédent de 22 717 m³)	0,4952	7	par mètre cube (m³)

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	15 409 600
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8), et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10
Revenus de taxes	11	15 409 600

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	15 409 600
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	
Total partiel	4	15 409 600
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	11 468
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	2 642 888
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	57 600
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	10 2 711 956
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	11	12 697 644

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation
prévisionnel

1 12 697 644

Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les
revenus de la taxe foncière générale

2 1 178 637 883

Taux global de taxation prévisionnel de 2017

(ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$

3

		1
--	--	---

 ,

0	7	7	3
---	---	---	---

 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
 RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
 EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	2 657 600	1 200 400		172 300	494 700	151 800
De secteur	2	307 700	117 900		44 300	159 400	53 500
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	457 000	175 000		3 100	147 500	25 100
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	3 422 300	1 493 300		219 700	801 600	230 400

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
 RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
 EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Résiduelle		Total
		Résidentielles	Agriculture	
		Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière				
Générales	9	5 410 600	24 700	9 900
De secteur	10	1 903 100	11 800	1 300
Autres	11			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification				
Service de la dette	12			
Autres	13	1 809 900	11 500	1 900
Taxes d'affaires				
Sur la valeur locative	14			
Autres	15			
	16	9 123 600	48 000	13 100
				15 352 000

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 ☒	2 ☐	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 ☐	4 ☒	5 ☐
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 ☐	7 ☒	8 ☐
- Pour le rôle de la valeur locative	9 ☐	10 ☐	11 ☒
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 ☐	13 ☒	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 ☒	15 ☐	
Si oui, indiquer le montant.	16	125 206 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	23 132 400 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	2 375 200 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	1 094 700 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21	\$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 380 rue Principale
(no) (rue)
Lachute J8H 1Y2
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 562-3781
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 562-1431
(ind. rég.) (numéro)

Courriel

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Geneviève Lachance, CPA, CMA

Téléphone (450) 562-3781
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 562-1431
(ind. rég.) (numéro)

Courriel glachance@ville.lachute.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 2540 boul. Daniel-Johnson, Bureau 210
(no) (rue)
Laval H7T 2S3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 978-3500
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 382-4984
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jotremblay@deloitte.ca

Responsable du dossier Joëlle Tremblay, CPA, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom

Titre

Adresse
(no) (rue)
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur
(ind. rég.) (numéro)

Courriel

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Geneviève Lachance , atteste que le rapport financier consolidé de Lachute pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-06-05 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Lachute .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Lachute consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Lachute détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de (1 236 215) \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de 1,0545 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-07-03 17:16:58

Date de transmission au Ministère :